



## IDÉES

Un inédit de Gil Courtemanche  
Page B 5



## SCIENCES

La musique rend-elle sourd?  
Page B 6

# PERSPECTIVES

CONSTRUCTION

## Charbonneau et le chef

### La juge ne s'est pas laissé imposer la nature de la commission d'enquête qu'elle préside

La juge France Charbonneau a fait bien davantage cette semaine que sauver de la dérive une commission d'enquête. Elle a rétabli la nécessaire séparation entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif qui, dans notre système parlementaire britannique, est entre les mains omnipotentes du premier ministre. Jean Charest semble souffrir de myopie quand il est question de respecter ces essentielles frontières.

ROBERT DUTRISAC

Nul besoin de remonter à l'appel que Jean Charest avait fait à un juge quand il était ministre de la Condition physique et du Sport amateur dans le cabinet de Mulroney, ce qui lui avait coûté son poste. Le rôle que le premier ministre a joué dans la nomination des juges est un autre exemple de sa désinvolture eu égard à la séparation des pouvoirs, au même titre que cette commission «taillée sur mesure» et sans pouvoir de contrainte qu'il a tenté de mettre sur pied. On se rappellera aussi qu'en 2005 le chef libéral s'était réservé le plaisir d'annoncer à une de ses connaissances, Claude Leblond, qu'il avait été nommé juge.

Sans doute consciente de la nature de l'animal, la juge Charbonneau a refusé d'entrer dans le jeu de Jean Charest. La lettre qu'elle a envoyée au premier ministre cette semaine était subtile, précise, efficace. «De plus, lorsque j'ai accepté le mandat confié par le juge en chef de la Cour supérieure [François Rolland], je savais que j'allais devoir examiner l'étendue et la portée du mandat de même que des pouvoirs nécessaires pour mener à bien cette enquête», écrit-elle. Autrement dit, elle n'avait pas vraiment d'autre choix que celui d'accepter la requête, sans aucun doute pressante, du juge en chef, mais elle ne se laissera pas imposer la nature de la commission d'enquête, n'en déplaie au pouvoir exécutif.

Quelqu'un qui connaît bien la juge Charbonneau nous a confié au moment de sa nomination que jamais, au grand jamais, elle ne serait le dindon de la farce: si elle avait accepté le mandat du gouvernement, c'était pour le mener à bien. Pas question pour elle de perdre la face. Jean Charest et son ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, ne savaient manifestement pas à qui ils avaient af-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

On ne sait pas encore dans quelle mesure la commission Charbonneau sera publique.

faire s'ils pensaient qu'elle aurait paisiblement présidé une commission émasculée.

On ne sait toutefois pas dans quelle mesure la commission Charbonneau sera publique. Se déroulera-t-elle essentiellement à huis clos pour se conclure par des auditions publiques qui ne viseraient qu'à formuler des recommandations pour corriger les situations à venir, un exercice monopolisé par des experts?

Au gouvernement, on prie de tout cœur pour qu'il en soit ainsi. Et il y a un élément qui permet à Jean Charest d'espérer que la commission Charbonneau, même si elle dispose de tous les pouvoirs que lui confère la Loi sur les commissions d'enquête, ne s'éloigne pas trop du scénario qu'il avait concocté. C'est la présence du commissaire Roderick Macdonald, juriste re-

nommé et théoricien du droit, quelqu'un aussi qui a exprimé de sérieuses réserves au sujet de la tenue d'une commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction au Québec.

Dans une lettre publiée dans *Le Devoir* au début d'octobre, Roderick Macdonald avance qu'il faut laisser le système de justice pénale examiner le passé. «Les commissions publiques les plus désastreuses ont été celles qui examinaient le passé pour enquêter sur des crimes allégués. Une bonne enquête policière peut dévoiler des faits de manière bien plus efficace qu'une commission. En fait, les commissions publiques ont souvent l'effet de compromettre la preuve qui aurait été nécessaire pour assurer l'assise d'une accusation criminelle. Par ailleurs, une commission n'a pas le pouvoir de condamner un malfaiteur.

Servir  
fidèlement  
Jean Charest  
peut  
s'avérer  
risqué

Cette crise qui défait les gouvernements de la zone euro

## Après l'Irlande, la Grèce, l'Italie et bientôt l'Espagne, à qui le tour?

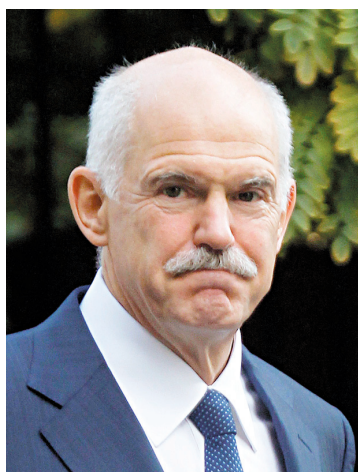
QUENTIN GIRARD

Ces derniers jours, deux premiers ministres sont tombés: le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, et le Grec Georges Papandréou. Ce n'est pas tellement surprenant. Presque tous les pays les plus touchés par la crise ont vu leurs gouvernements perdre de leur légitimité et, souvent, s'effondrer. La crise de la dette a eu pour effet de complètement rebattre les cartes politiques de la zone euro. Et ce n'est pas fini. Tour d'horizon en quatre étapes.

### Les gouvernements qui ont déjà basculé

■ L'Irlande (centre droit)  
Brian Cowen, en fonction depuis mai 2008, a été la première victime de la crise, en mars 2011. Après des années de très forte croissance où Dublin était considéré comme un Eldorado, tout a basculé. Son parti, le Fianna Fail (centre), a subi une déroute aux législatives, remportant seulement une vingtaine de sièges alors que l'opposition en empochait 113. Brian Cowen a quitté la politique et a été remplacé à la tête du pays par Enda Kenny du Fine Gael, parti de centre droit. Le gouvernement de coalition mis en place a repris les grandes lignes du plan de sauvetage.

■ Le Portugal (gauche-centre droit)  
La deuxième victime est un socialiste, José Socrates. Élu en 2005, il a perdu les élections législatives de juin 2011 face à Pedro Passos Coelho, du Parti social-démocrate (centre droit). Avec seulement 28 % des suffrages, son parti paye durement trois plans d'austérité en moins d'un an et un «repêchage international»



REUTERS

Papandréou? Parti. Berlusconi? Démissionnaire. Zapatero? En fin de règne.

en mai, avec 78 milliards d'euros de prêt. «Les Portugais ont puni ce père la Rigueur dont le mérite a été de ne pas donner dans la démagogie et d'annoncer des temps à venir encore plus difficiles», indiquait alors le *Diário de Notícias*. Sauf que les Portugais ont choisi quelqu'un qui a promis d'être encore plus strict. Et les partis qui ont fait campagne en déclarant qu'ils refusaient de se soumettre au FMI n'ont pas fait recette.

### ■ L'Estonie (droite)

Le pays balte, l'un des derniers entrants dans la zone euro, fait figure de presque-anomalie. Malgré sa promesse de plus d'austérité, le gouvernement conservateur sortant a remporté les élections en mars 2011. «Nous n'avons pas promis le nirvana avec l'euro. Il faut poursuivre la

discipline fiscale», expliquait alors Martin Pöder, responsable des affaires européennes au ministère des Finances.

■ La Grèce (alliance socialistes-conservateurs)  
Georges Papandréou III, dit «le Petit», va donc finalement quitter le pouvoir. Il a résisté pendant plusieurs mois à la crise, mais l'annonce du référendum — vu comme un coup de jarnac par ses partenaires européens — a sonné le glas de sa légitimité. «J'adresse tous mes vœux de réussite au nouveau premier ministre», a affirmé Papandréou mercredi après-midi. Son successeur, Lucas Papademos, a été assermenté hier. Il prévient que d'importants sacrifices sont à venir. Des élections anticipées se dérouleront le 19 février.

ENTREVUE

## Le vide politique alimente la spéculation

Après la Grèce, la crise de la dette de la zone euro fait de nouvelles victimes. Si l'Espagne semble pour le moment épargnée par les marchés, l'Italie se retrouve aujourd'hui au cœur de la tourmente et les rumeurs s'amplifient sur les difficultés qui attendront demain la France. Depuis le sommet du G20 à Cannes, les 3 et 4 novembre, l'Italie est entrée dans une zone de turbulences dont l'issue est la chute du gouvernement Berlusconi, réclamée par les marchés. Et ce, malgré un plan d'austérité qui a été voté hier au Sénat italien.

Le rôle que joue la crédibilité politique dans l'opinion que se forment les marchés sur la stabilité économique est crucial. Francesco Saraceno, économiste chevronné au département innovation et concurrence de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), le centre de recherche en économie de Sciences Po Paris, nous en parle.

À voir la façon dont les marchés cristallisent leur attention sur la personne de Silvio Berlusconi, peut-on dire que la crédibilité politique d'un gouvernement joue un rôle aussi important, si ce n'est plus, que sa gestion économique de la dette?

Effectivement, l'Italie est un pays qui connaît de grosses difficultés, mais pas davantage que certains autres pays de la zone euro. Le fait nouveau en Italie n'est pas la dégradation de la situation économique, qui est identique à ce qu'elle était il y a six mois. Il y a une nouvelle donnée qui

VOIR PAGE B 2: VIDE

## PERSPECTIVES

## RÉSURRECTION ÉCONOMIQUE EN ARGENTINE

Libéré de l'emprise du FMI, le pays est passé, en dix ans, de la faillite à une croissance digne de la Chine

GÉRARD THOMAS

Buenos Aires — Diego Avila s'est écroulé sur la chaussée de Villa Fiorito, une localité de la province de Buenos Aires qui empile les maisonnettes de briques et de tôles à flanc de colline. Une balle de 9 millimètres vient de lui fracasser le crâne. En compagnie d'une poignée de pillards, il tentait de mettre à sac une petite épicerie de son quartier.

Ce matin du 19 décembre 2001, les policiers présents sur les lieux jurèrent qu'ils ont vu le propriétaire du magasin tirer sur le groupe du haut d'une terrasse voisine. Ils ne sont pas intervenus. À quelques jours de Noël, et alors que les premières grosses chaleurs australes se font sentir, l'Argentine est alors à feu et à sang. Buenos Aires, Rosario, Cordoba, Santa Fe, Mendoza, toutes les grandes villes sont confrontées à des émeutes de la faim et à de violents troubles sociaux. Le pays, qui a subi de plein fouet les politiques néolibérales des années 90, est exsangue. Les privatisations d'entreprises publiques ont laissé des centaines de milliers de travailleurs sur le carreau. Le maintien d'une illusoire parité, à un pour un, entre le peso et le dollar, a pénalisé les exportations nationales et la monnaie locale finit par être dévaluée de 70 %, ruinant des milliers de petits épargnants. Le produit intérieur brut (PIB) est en chute libre, le déficit public, un puits sans fond. L'inflation flirte avec les 125 % annuels et l'insupportable dette extérieure plombe toute velléité de reprise.

Le Fonds monétaire international (FMI) va les lâcher en leur refusant un nouveau crédit. En quelques heures, les experts du Fonds bouclent leurs valises, direction Washington. Les retraits d'argent dans les banques sont plafonnés. L'état de siège est décrété.

Dix ans plus tard, presque jour pour jour, une Argentine transfigurée affiche avec orgueil une arrogance santé. La croissance flirte avec les 8 % annuels, le chômage tombe à moins de 8 % de la population active, les réserves de la Banque centrale sont reconstituées, les exportations inondent la planète, le service d'une dette extérieure restructurée n'occulte plus le développement... et les Argentins ont renoué avec la consommation. La classe moyenne fait à nouveau la queue dans les centres commerciaux pour s'offrir GPS, appareils photo numériques et écrans plats dernier cri. Les Portenos (habitants de Buenos Aires) pianotent sur le dernier joujou à la mode: un BlackBerry qu'ils exhibent comme un signe de réussite.

Dix millions d'Argentins (sur plus de quarante millions) vivent toujours dans le plus grand dénuement, mais la relance a quand même profité aux plus déshérités. Leur consommation balbutiante est portée par les



Les Argentins ont encore frais en mémoire les difficultés financières du début du siècle.

multiples programmes d'aide sociale mis en œuvre par les gouvernements de Néstor Kirchner (2003-2007), puis de sa femme Cristina: allocations familiales, subventions aux services publics et aux produits alimentaires, augmentation régulière des salaires et des retraites, construction d'habitations, grands travaux, distribution d'ordinateurs aux élèves défavorisés...

«Un incroyable chemin a été

«Les sorties de crise se font en dehors des chemins tracés par le FMI. Cette institution propose toujours le même type de contrat d'ajustement.»

parcouru, se félicite Ignacio De Mendiguren, président de l'Union industrielle argentine (UIA). En 2001, nous importions du maïs français ou des pamplemousses israéliens. Aujourd'hui, nous consommons argentin et nous exportons de tout, y compris des satellites et des logiciels informatiques.»

L'un des principaux artisans du «miracle» économique argentin préside aux destinées de l'Institut d'études appliquées (Ideas), une fondation spécialisée dans la prospective économique. Dans son bureau situé en plein centre de Buenos Aires, Roberto Lavagna, ex-ministre de l'Économie des présidents péronistes Eduardo Duhalde (2002-2003) puis Néstor Kirchner, n'y va pas par quatre chemins. «Des mon entrée en fonction, en avril 2002, j'ai décidé de changer radicalement notre manière de penser la crise, affirme-t-il dans un sourire. Le

mois suivant, j'étais à Washington pour expliquer aux dirigeants du FMI que nos rapports allaient s'en ressentir. Depuis le début du marasme économique, en 1998, nous avions déjà obtenu deux programmes d'aide du FMI pour un total d'environ 50 milliards: deux échecs retentissants. Je n'ai pas voulu poursuivre dans cette voie et n'ai pas demandé un centime de plus. Je me suis simplement engagé à payer les intérêts de la dette et une partie du capital, mais pas tout et pas tout de suite.»

De fait, l'Argentine fait défaut, arrête de soutenir les banques étrangères et nationales en difficulté, puis s'engage dans un bras de fer avec le FMI et ses principaux créanciers. «Les sorties de crise se font en dehors des chemins tracés par le FMI, assure Lavagna. Cette institution propose toujours le même type de contrat d'ajustement qui consiste à diminuer l'argent qu'on donne aux gens — les salaires, les retraites, les aides publiques, mais également les grands travaux publics qui génèrent de l'emploi — pour consacrer l'argent économisé à rembourser les banques. On préfère sauver le système financier plutôt que les personnes qui ont des crédits immobiliers à rembourser. On oublie simplement que des gens ruinés ne consomment pas, ce qui obère une relance par la consommation. C'est absurde!»

L'Argentine bénéficiait de plusieurs atouts. Cet immense pays agricole a profité de l'envolée des cours des matières pre-

mières, depuis plusieurs années, à la Bourse de Chicago. Après la viande et le blé, qui ont tiré la croissance au milieu du siècle dernier, c'est le soja transgénique qui constitue le nouvel eldorado vert. «Sur 33 millions d'hectares consacrés aux cultures de grain, le soja s'impose avec quelque 19 millions d'hectares plantés, contre 7 millions pour le blé et 3 millions pour le maïs», souligne Gustavo Grobocopatel, président de Los Grobos Agropecuaria. Son entreprise à capitaux familiaux exploite 280 000 hectares en Argentine, au Brésil et en Uruguay et exporte plus de 3,2 millions de tonnes de grains par an, dont 750 000 tonnes de soja à destination de la Chine.

Le boom économique argentin après la crise de 2001-2002 a en effet été en grande partie soutenu par un soja passé d'environ 170 \$ la tonne en 2002 à 500 \$ il y a quelques semaines, pour se stabiliser à un très honorable 430 \$ aujourd'hui. Un vrai jackpot pour l'État, qui prélève 35 % de taxes sur chaque tonne de grain exportée. Fin 2011, et pour les seules 45 millions de tonnes de soja exportées, c'est quelque 5,5 milliards qui tomberont dans l'escarcelle gouvernementale. D'autant que la dévaluation de 2002 a rendu encore plus compétitifs les produits d'une Argentine qui s'est hissée à la première place mondiale des exportateurs de farine et d'huile de soja et qui reste le deuxième exportateur de maïs et le cinquième de blé. L'excellente santé économique du voisin brésilien pendant l'ère Lula (2003-2010) a également stimulé la croissance locale. De quoi financer quelques programmes sociaux supplémentaires...

Pourtant, les détracteurs du gouvernement pointent les nuages qui, selon eux, s'accumulent sur cette oasis économique. D'abord, la récession mondiale pourrait affecter les belles performances commerciales orientées essentiellement vers l'Inde et la Chine en surchauffe. Ensuite, l'inflation menace avec des chiffres réels plus proches des 23 % annuels que des 10 % annoncés par les instituts gouvernementaux, et quelque 13 milliards de dollars auraient quitté l'Argentine ces neuf derniers mois pour se réfugier sous des cieus plus propices.

«L'Argentine n'est pas une fête permanente et ne pourra pas maintenir ces résultats en trompe-l'œil, prévient Domingo Cavallo, ex-tout-puissant ministre de l'Économie de Fernando de la Rúa. L'inflation, la fuite des capitaux et l'augmentation des dépenses publiques de l'ordre de 35 % par an promettent des lendemains qui déchantent.» Cristina Kirchner, réélue pour un bail de quatre ans le 23 octobre, semble avoir senti le vent venir. La semaine dernière, son gouvernement annonçait la suppression de certaines subventions allouées aux secteurs de l'énergie et des transports ainsi qu'un strict contrôle des changes.

## VIDE

SUIITE DE LA PAGE B 1

est l'accélération de la dette grecque. Mais le véritable fait nouveau en Italie est l'affaiblissement du gouvernement Berlusconi. Ce n'est pas tellement la faute personnelle de Berlusconi, c'est un cycle politique qui se termine. Le gouvernement Berlusconi n'a pas tenu ses promesses et s'est empêtré dans les affaires. Cela a créé un vide politique dans lequel les marchés se sont engouffrés.

L'Italie réplique à l'échelle nationale ce que l'on observe à l'échelle européenne. On ne peut pas imaginer aujourd'hui un monde où une économie ne serait pas gouvernée par une politique. En Europe, on assiste à un vide politique, un processus décisionnaire trop long pour les défis auxquels elle est confrontée. L'Europe

politique du gouvernement Zapatero qui lui a permis d'être relativement épargnée par les marchés?

José Luis Rodríguez Zapatero a fait un choix très courageux, car après avoir géré une crise dont il avait quelque peu hérité, il a fait le choix du changement. Il y a eu une certaine harmonie dans la série de mesures qui ont été passées, en accord, par les deux partis principaux, et donc une baisse considérable du niveau de conflit politique, chose qui rassure toujours les marchés. Sur les mesures, j'aurais beaucoup de choses à redire, mais le signal qui a été donné est que l'on peut faire des choses tous ensemble. Après les prochaines élections législatives, il faudra que le nouveau gouvernement, probablement un gouvernement conservateur, nous dise ce qu'il compte

Le geste de Papandréou était pour moi une façon de dire que ni la Commission européenne ni les marchés ne décident de la politique grecque

faire pour sortir l'Espagne de ses problèmes structurels. On verra alors s'il arrive à rester à l'écart des pressions spéculatives ou s'il revient au cœur de la tourmente. Il sera dès lors jugé sur ses politiques et non plus seulement sur l'incertitude du cadre politique institutionnel.

En demandant l'organisation d'un référendum sur le plan d'aide à la Grèce, Georges Papandréou a-t-il perdu toute crédibilité face aux marchés?

D'un côté, on peut voir un signe de faiblesse: «Je n'arrive plus à imposer mes politiques au parti, à la population, donc je jette l'éponge et ne décide pas.» De l'autre, ça aurait pu être, au contraire, une façon de soulever le débat sur la question de savoir si ce type de choix ne doit pas être issu d'un processus démocratique. Il faut arrêter de penser aux marchés tout le temps. Cela nous a conduits à la crise et à une mauvaise gestion de la crise. C'est le marché qui dicte l'agenda alors qu'il faut que le politique reprenne le dessus. Le geste de Papandréou était pour moi une façon de dire que ni la Commission européenne ni les marchés ne décident de la politique grecque.

C'était une tentative de faire au niveau grec ce que l'on aurait dû faire au niveau de la politique européenne en 2009: défendre la Grèce. Au lieu de cela, on a dit que c'était des voyous et, de ce fait, les marchés se sont lancés sur la Grèce, voyant qu'elle n'avait pas de soutien politique. Donc, c'est encore bien le manque de politique qui a créé tout le problème européen, ce ne sont pas les fondamentaux. Tous les pays, sauf peut-être la Grèce, auraient pu être sauvés par les autres pays s'il y avait eu une volonté politique, car aucun n'est en difficulté majeure, même pas l'Italie. Ce qui nous a enfoncés dans cette crise est le manque total de politique et une vision très idéologique de l'économie de la part des institutions économiques, notamment de la BCE.

Certains prédisent qu'après l'Italie, ce sera au tour de la France de se retrouver au cœur de la tourmente. Qu'en pensez-vous?

Je pense que la politique de rigueur adoptée par la France n'est pas le bon choix, comme pour tous les autres pays. Sinon, on a un gouvernement en fonction qui marche, qui prend des décisions qui sont plus ou moins justes, populaires. Je ne vois pas aujourd'hui un risque d'instabilité financière induite par la politique.

C'est toujours délicat d'avoir des campagnes électorales en pleine turbulence économique, mais aucun des deux partis majoritaires ne serait a priori pénalisé par les marchés. Il faudra voir, une fois finie la campagne électorale, ce que le gagnant met en place pour résoudre les problèmes de la France.

Dans le cas de l'Espagne, est-ce la crédibilité

Propos recueillis par Hélène Sallon Libération

**Invitation spéciale**

Aux membres et partenaires de l'ICÉA et à celles et ceux préoccupés par le droit à l'éducation tout au long de la vie

**65** ans d'histoire, d'enjeux, de vision et d'engagement... mille et une raisons de célébrer!

**Gala d'attribution des prix de l'ICÉA**

Le mercredi 16 novembre 2011 de 17 h à 22 h  
À la salle de bal du Marché Bonsecours  
350, rue Saint-Paul Est à Montréal  
Champ-de-Mars

Réservez vos places dès maintenant!  
Billets: 85 \$ l'unité (incluant un reçu de 60 \$ aux fins d'impôt)  
514 948-2044 (poste 223) ✉ gmorin@icea.qc.ca

Pour plus d'information  
[www.icea.qc.ca](http://www.icea.qc.ca)

**ICÉA** Institut de coopération pour l'éducation des adultes **65**

## PERSPECTIVES

## Choisir la culture

L'exemple de la région de Questembert, en France, pourrait inspirer les petites communautés éloignées aux prises avec l'exode de la population

À l'heure où le Québec des régions se vide, qu'est-ce qui peut inverser la tendance? Qu'est-ce qui peut amener les jeunes familles à s'établir hors des grands centres? L'emploi, évidemment. Mais ensuite... C'est là que la culture, l'offre culturelle plutôt, peut jouer un rôle primordial.

MICHEL BÉLAIR

Questembert — Le phénomène des campagnes qui se vident au profit des villes est loin d'être propre au Québec: depuis le tournant de l'an 2000, on le sait, la population du globe habite majoritairement les grandes zones urbaines, ce qui donne naissance à des mégapoles par définition ingérables. En Amérique et en Europe, bien sûr, mais aussi en Asie et de plus en plus en Afrique, l'exode vers les grands centres est partout constant.

Chez nous, la tendance amène les jeunes familles, de la Gaspésie jusqu'à l'Abitibi en passant par les Cantons-de-l'Est, à quitter les campagnes. Au gré des pressions économiques et des fermetures au nom de la «rationalisation mondialiste», de grands trous parsèment désormais le territoire québécois, le vidant de sa substance essentielle: ses habitants. Hors des grands centres et des villes moyennes, point de salut! On s'en attriste, tout le monde roupète, mais il devient chaque jour plus évident que le territoire québécois se vide.

On a connu le même phénomène dans l'arrière-pays breton comme ailleurs. Mais depuis quelques années, la tendance s'inverse: les petits villages voient arriver de nouvelles familles avec de jeunes enfants, et la population grimpe lentement. La Communauté de communes — l'équivalent d'une MRC chez nous — du Pays de Questembert, où *Le Devoir* assiste à un festival de théâtre destiné aux tout-petits (Festimômes), ne compte encore qu'un peu plus de 20 000 habitants répartis sur 13 communes de petite taille. Mais Questembert a vu sa population presque doubler en une vingtaine d'années. Et la majorité des membres de la Communauté vivent un phénomène similaire. On construit partout! De nouveaux lotissements de maisons apparaissent chaque année. Qu'est-ce qui s'est passé?

## Service essentiel

Pour Paul Pabœuf, président de la Communauté et maire de Questembert, cela s'explique d'abord par l'emploi, bien sûr. Mais pas seulement l'emploi local puisque la majorité des communes de la Communauté sont situées à une vingtaine de minutes de Vannes, une ville moyenne offrant des possibilités à toutes les catégories de travailleurs; à moins d'une heure aussi de la grande agglomération de Rennes, la capitale régionale, et à 18 kilomètres de la mer. Outre le fait d'offrir une qualité de vie à faire rêver — l'arrière-pays breton est une suite ininterrompue de petites routes serpentant entre les collines et les villages implantés là depuis le Moyen Âge —, la Communauté de communes de Questembert propose aussi «un éventail d'offres culturelles et sociales», dit avec fierté Paul Pabœuf, qui «pousse» le dossier culturel depuis sa première élection à la mairie en 1995. Questembert consacre un budget annuel d'environ 400 000 euros à la culture et la Communauté de communes dans son ensemble, 500 000 et des poussières.

Questembert, qui frôle les 8000 habitants alors que Coaticook en compte presque 10 000, abrite une médiathèque à faire fondre de jalousie, un cinéma où le répertoire a une place de choix et une grande salle de spectacles polyvalente, l'Asphodèle, qui peut accueillir presque 400 spectateurs. L'offre culturelle s'enrichit en plus d'un Festival des arts de la rue qui a lieu durant l'été, d'un Salon du livre jeunesse en mai et de Festimômes à l'automne. Ce seul festival de théâtre destiné aux tout-petits dans tout le Morbihan est



À une centaine de kilomètres de Rennes (notre photo), la Communauté de communes du Pays de Questembert privilégie la culture pour attirer des résidents.

devenu avec les années, en plus d'être un rendez-vous incontournable pour les enfants comme pour les programmeurs, la signature même de la Communauté de communes du Pays de Questembert. C'est ce que l'on appelle une vision de la vie en commun, un véritable plan de gestion municipale et communale incluant la culture, une denrée particulièrement rare chez nous quand on sort des grands centres.

Si on poursuit la comparaison avec Coaticook et sa MRC, elle devient rapidement très boîteuse. Au Québec, il faut drôlement secouer les élus régionaux pour qu'ils acceptent d'investir dans la culture... et encore plus dans les enfants! On trouve bien quelques bibliothèques municipales et des activités de loisir, parfois un rare centre culturel où tournent des spectacles faits sur mesure pour remplir la salle, mais ça s'arrête habituellement là. Disons poliment que la création n'a pas la cote. Bref, quand on vit dans la MRC de Coaticook — qu'on habite, par exemple, Saint-Venant-de-Paquette et qu'il faut mettre deux heures de route seulement pour aller et revenir de Sherbrooke où il y a un minimum de vie culturelle —, les enfants comme les parents sont confinés à la télé et au cinéma maison.

En parlant avec les jeunes familles ici à la sortie des spectacles de Festimômes, on se rend rapidement compte à quel point le festival est devenu un ancrage pour les parents; il fait partie des raisons qui amènent les gens à rester ici. Ce n'est pas la première motivation qui les incite à s'établir; ici comme ailleurs, c'est l'emploi bien sûr qui détermine le choix. Viennent ensuite le prix du logement, abordable dans la région pour les jeunes ménages, comme chez nous dans la plupart des MRC, et la présence de services, lesquels représentent pareillement une partie importante de l'économie. À Questembert comme à Coaticook, on trouve évidemment les mêmes services essentiels, sauf qu'en Bretagne la culture en fait partie, ce qui est encore loin d'être le cas au Québec.

Quand un nouvel emploi amène un jeune couple, avec des enfants ou non, à choisir de s'in-

aller en région, dans la campagne plutôt qu'à la ville — une possibilité que proposent évidemment toutes les régions du Québec —, en espérant y trouver une plus grande qualité de vie, l'offre culturelle devient rapidement un critère important. C'est du moins ce qu'affirme avec conviction Boris Lemaire, rencontré avec sa petite famille à Larré à la sortie du spectacle *Pedra a Pedra*.

Originaire d'Épernay en Champagne, il est venu ici occuper un poste dans l'usine d'un grand groupe industriel dans la commune de La Gacilly. Lui et sa femme, Anne, travaillent à une trentaine de kilomètres de Questembert, où ils ont acheté leur première maison à trois kilomètres des vieilles halles du centre-ville. Anne travaille à Vannes, où ils auraient pu choisir de s'installer aussi, mais la beauté de la campagne et leurs convictions — Boris milite à l'Association pour le maintien de l'agriculture paysanne — leur ont fait choisir Questembert. Il y a déjà quatre ans qu'ils sont là, et Festimômes comme l'offre culturelle globale qu'ils trouvent dans la Communauté les confortent dans leur choix. D'autant plus que leurs trois enfants peuvent faire ici tout leur parcours scolaire de 2 à 18 ans, de la maternelle au lycée.

Vu de Saint-Venant-de-Paquette, un petit village de la MRC de Coaticook, cela paraît relever du conte de fées! On pourrait mettre fin aux heures perdues devant la télé à regarder les mêmes films ou à jouer les mêmes jeux sur l'ordinateur familial? Aux classes mixtes pour les petits de la 2<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> année, même aux voyages sans fin en autobus jaune dans les rangs enneigés! Les rares solutions heureuses que l'on a trouvées jusqu'ici chez nous, du village de Saint-Camille à l'école internationale de cette petite communauté dynamique près de Granby, impliquent une vision, une volonté commune dans laquelle la culture et les enfants sont les principaux moteurs du développement.

*Le Devoir*  
Notre journaliste est à Questembert à l'invitation de Festimômes

## Le pantin



MICHEL DAVID

À u Moyen Âge, le fou du roi ne se contentait pas de multiplier les pitres pour divertir son auguste patron. La très grande liberté d'expression dont il jouissait lui permettait aussi de dire ses quatre vérités à un monarque qui s'égarait. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, son rôle premier en était un de garde-fou.

Dans la saga de la commission d'enquête sur la corruption dans l'industrie de la construction, Jean-Marc Fournier s'est malheureusement contenté de faire le pitre en renonçant à sa fonction de garde-fou.

En sa qualité de ministre de la Justice et de jurisconsulte du gouvernement, il avait le devoir de mettre le premier ministre Charest en garde contre les dangers de l'utilisation de la magistrature à des fins politiques.

Au bout du compte, c'est le juge Charbonneau qui a dû rappeler M. Charest à l'ordre. S'il croyait qu'elle se contenterait de pouvoirs distillés au compte-gouttes et risquer de compromettre la crédibilité de sa commission pour lui éviter de perdre la face, il s'est manifestement trompé sur la personne.

Le poste de fou du roi exigeait un certain courage. Un monarque courroucé pouvait toujours l'expédier au gibet. Les méthodes modernes sont un peu plus civilisées, mais Monique Jérôme-Forget a pris un risque qui l'honore en s'opposant à la hausse des subventions aux écoles juives, tout comme Philippe Couillard en torpillant le projet d'implantation du CHUM à Outremont.

Malgré le cynisme ambiant, il peut être politiquement rentable d'avoir des principes. Thomas Mulcair a été expulsé du cabinet Charest pour avoir refusé la vente du mont Orford, mais cela lui a valu l'estime de la population et il aura sans doute une carrière plus longue que s'il avait docilement obtempéré aux ordres.

M. Fournier n'est pas fait de ce bois. Il remplit les commandes sans discuter. Il avait plaidé l'ignorance lors du fiasco du projet de l'Îlot Voyageur. Cette fois-ci, il s'est associé en toute connaissance de cause aux manigances de son patron pour tenter de neutraliser la commission. Le mot utilisé par le leader parlementaire de l'opposition, Stéphane Bédard, était dur, mais tout à fait justifié: le ministre de la Justice s'est conduit comme un véritable «pantin».

Chacun a son seuil de tolérance au ridicule. A ceux qui ont trouvé qu'il avait eu l'air particulièrement fou au congrès du PLQ, quand il a défendu mordicus une position que son chef a abandonnée quinze minutes plus tard, il a répliqué avec humour qu'on ne l'avait jamais vu essayer de monter un meuble IKEA.

L'autodérision peut être très utile en politique, mais elle ne remplace pas le sens de l'État et la dignité. Ceux qui voyaient en M. Fournier un candidat possible à la succession de M. Charest feraient mieux de chercher ailleurs.

Le résultat de ce gâchis est que le gouvernement ne retirera aucun dividende politique pour s'être enfin rendu au vœu de la population. Aux yeux de l'opinion publique, il n'aura pas agi, mais simplement cédé aux pressions, confirmant du coup les soupçons de tous ceux qui croient depuis le début qu'il a des squelettes pleins son placard.

Certes, la mémoire est une faculté qui oublie, et la qualité des deux adjoints qu'a recrutés le juge Charbonneau a fait une excellente impression, mais le gouvernement vient quand même de perdre un autre mois à tourner autour du pot. Quand on recueille seulement 20 % des intentions de vote à l'aube d'une année électorale, le temps nous est compté.

Trop occupé à gratter ses bobos, le PQ a été incapable de profiter de la situation. Il est maintenant trop tard. Tant que M. Charest refusait de créer une commission d'enquête, Pauline Marois pouvait toujours en faire la promesse, mais maintenant que c'est fait...

Pour peu qu'il ait une chance raisonnable de l'emporter, M. Charest voudra sûrement déclencher des élections avant que la commission Charbonneau ne commence à donner des résultats qui pourraient être embarrassants, mais l'instabilité de l'économie mondiale pourrait devenir un incitatif encore plus pressant.

Il est le premier à savoir que le hasard — l'écroulement d'un viaduc — qui avait poussé son gouvernement à lancer un formidable programme de réfection des infrastructures routières juste avant l'écroulement des marchés financiers ne se reproduira pas. Quant au Plan Nord, il ne sera d'aucune utilité si le prix des matières premières s'effondre.

Un clignotant rouge s'est allumé cette semaine quand le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a reporté d'au moins un an l'atteinte de l'équilibre budgétaire à Ottawa parce que les revenus escomptés ne seront pas au rendez-vous.

M. Charest se souvient trop bien de la façon dont le gouvernement Chrétien avait pelleté son déficit dans la cour des provinces en sabrant les paiements de transfert. M. Flaherty n'a rien annoncé de tel, mais les mêmes causes ont la fâcheuse tendance à produire les mêmes résultats.

## CRISE

SUITE DE LA PAGE B 1

Les gouvernements qui sont en train de chuter

## ■ L'Italie (droite)

Des affaires en tous genres au *bunga bunga*, Silvio Berlusconi avait résisté à tout jusqu'à mardi, et la perte de sa majorité à la Chambre des députés. Celui qui avait été rappelé à l'ordre par le FMI et le G20 la semaine dernière — placé «sous surveillance» — a voulu être César jusqu'au bout, souhaitant «voir en face qui aura le courage de [le] trahir». En vain. Selon une étude publiée par la banque Barclays, l'Italie aurait atteint «le point de non-retour». Le maintien de Silvio Berlusconi devenait impossible pour l'opposition et ses alliés.

Les mesures budgétaires et les réformes économiques promises à l'Union européenne devraient être adoptées en fin de semaine, puis le riche homme d'affaires remettra son mandat. Le favori pour lui succéder est Mario Monti, économiste et commissaire européen pendant dix ans, qui a été nommé cette semaine sénateur à vie.

## ■ La Slovaquie (centre-droit)

«Vous avez voté, non? Eh bien, vous allez revoter» fut en substance ce que l'Union européenne fit comprendre à la Slovaquie lorsque le Parlement rejeta le renforcement du Fonds de secours de la zone euro, début octobre. Et si le FESF a bien été adopté quelques jours plus tard, le gouvernement de centre droit d'Iveta Radicova n'a pas résisté au premier refus, l'opposition social-démocrate ayant négocié son soutien au plan en échange d'organisation des élections anticipées qui se dérouleront en mars 2012.

Les gouvernements qui vont chuter

## ■ L'Espagne (gauche)

Arrivé au pouvoir juste après les attentats de Madrid en 2004, le premier ministre socialiste, José Luis Rodríguez Zapatero, a décidé fin juillet d'avancer de quatre mois les élections législatives, initialement prévues en mars 2012. Elles se dérouleront donc dimanche prochain et la gauche n'a pratiquement aucune chance. Tous les sondages donnent largement gagnant le chef du Parti populaire (PP), Mariano Rajoy, loin devant Alfredo Pérez Rubalcaba, la tête de liste du Parti socialiste (PSOE).

Dans un pays très énervé par les mesures de rigueur et qui a vu naître le mouvement des indignés, le probable futur vainqueur veut intensifier les coupes budgétaires.

## ■ La Slovaquie (centre gauche)

Le petit pays va connaître en décembre les premières élections législatives anticipées de son histoire. Elles font suite au rejet, le 20 septembre dernier, de la motion de confiance présentée par le gouvernement dirigé par le Parti social-démocrate de Borut Pahor.

La coalition en place a échoué à faire passer de nombreuses réformes, notamment celle des retraites, exigée par le FMI et la Commission européenne. La Fondation Robert Schuman note, elle, que «la Slovaquie a été le pays le plus touché des 27 États membres de l'UE par la crise financière internationale, en raison de sa dépendance aux capitaux étrangers et aux exportations».

Comme toujours, l'alternance risque de jouer et les partis de droite sont favoris, même si des affaires menacent Janez Jansa, le leader du Parti démocrate, la principale formation.

Ceux pour qui c'est mal parti

## ■ La France (droite)

La gauche est largement favorite pour les prochaines élections — présidentielle et législatives. Depuis son élection en 2007, l'UMP a perdu tous les scrutins, jusqu'à la défaite historique au Sénat en septembre dernier. Et l'activisme de Nicolas Sarkozy au G20 ou en Libye n'a pour l'instant pas inversé la tendance. Toutefois, un nouveau sondage du CSA-*Les Échos* montre que sa cote de confiance est en forte hausse ce mois-ci, passant de 32 à 40 %.

Pour se maintenir au pouvoir, la droite a une stratégie claire: jouer le plus possible sur la rigueur et l'orthodoxie budgétaire face à ces socialistes qui ne penseraient qu'à dépenser.

## ■ L'Allemagne (droite)

Même Merkel... Alors que certains analystes déclarent que l'Allemagne fait désormais la loi dans la zone euro, son parti, le CDU, cumule les échecs électoraux. En septembre dernier, les conservateurs ont été défaits largement dans cinq länder sur sept, dont celui de Hambourg, la deuxième ville du pays, et dans l'industriel Bade-Wurtemberg, qu'il contrôlait depuis près de 60 ans.

Lors d'un sondage début novembre de l'institut Forsa pour l'hebdomadaire *Stern*, 46 % des personnes interrogées jugeaient que la chancelière n'avait pas géré correctement la crise de l'euro. Réélue en 2009 après un premier mandat de quatre ans, Angela Merkel a annoncé qu'elle en briguera un troisième en 2013. Si les sondages la placent pour l'instant derrière ses adversaires du SPD, il reste encore du temps.

Libération

mdavid@ledevoir.com

# ÉDITORIAL

Politique québécoise

## L'échec de l'ADQ

La Coalition pour l'avenir du Québec de François Legault et l'Action démocratique du Québec de Gérard Deltell discutent de fusion. Ils trouveront, cela est certain, un terrain d'entente, car ils y ont chacun un intérêt évident. Surtout l'ADQ, dont les chances de survie au prochain scrutin sont de plus en plus minces.



Bernard Descôteaux

Celui qui souhaite le plus ardemment cette fusion de l'ADQ au futur parti de François Legault n'est pas Gérard Deltell, qui, pour des raisons à la fois de statut personnel et de stratégie de négociation, a certaines réserves. Non, celui qui en est le plus ardent partisan est le fondateur de ce parti, Jean Allaire, dont il a été brièvement le chef avant de céder sa place pour des raisons de santé à Mario Dumont.

L'ADQ, dont les prémices remontent à 1992, a eu toutes les chances de devenir un grand parti. Créé en 1994, il tient son origine de la scission de l'aile nationaliste du Parti libéral du Québec après le rejet du rapport de la commission présidée par Jean Allaire qui s'était penchée à la demande du premier ministre Bourassa sur l'après-Meech. Son credo nationaliste fut mis entre parenthèses après l'échec du camp du Oui auquel il s'était joint au référendum de 1995. Dès lors, il se consacra plutôt à la défense de politiques inspirées d'un conservatisme social et fiscal.

Son heure de gloire aura été l'élection de 2007, qui le mit à portée de main du pouvoir. Devenue opposition officielle grâce aux 31 % des suffrages obtenus, elle n'arriva toutefois pas à s'imposer. Il apparut vite que ce parti était, malgré ses 41 députés, une coquille vide. À l'élection de 2008, les Québécois s'en détournèrent et Mario Dumont, qui l'avait porté à bout de bras, conclut que l'aventure était terminée. Il laissa à d'autres le soin de le ranimer.

Le succès de l'ADQ de 2007 a tenu pour l'essentiel à la capacité de Mario Dumont de porter le désir de changement exprimé par les Québécois et à l'exploitation politicienne de leur inquiétude à propos des résistances de certaines communautés culturelles à s'intégrer à la société québécoise. C'est sur ce désir persistant que François Legault s'appuie aujourd'hui pour lancer son nouveau parti.

La Coalition pour l'avenir du Québec n'est pas encore un parti. Seulement une promesse. Mais elle a réussi à créer et cultiver depuis un an un sentiment de confiance auprès de plus d'un électeur sur trois. On connaît lundi les intentions réelles de son leader et les appuis véritables qu'il a recueillis, mais les réactions de ses adversaires suffisent à convaincre que la CAQ est le point focal de la prochaine lutte électorale.

Ce qu'a compris un Jean Allaire est simple. L'ADQ, si elle ne rejoint pas la Coalition, est vouée à disparaître. Le jour où François Legault créera son parti, les adéquistes perdront la moitié de leurs appuis. Avec seulement 9 ou 10 % d'intentions de vote, ils seraient tout simplement laminés.

Bref, l'ADQ n'a pas le choix. La situation dans laquelle ses militants se retrouvent est difficile. Il leur faut renoncer à vingt années d'efforts. Ce qu'ils peuvent espérer avec une fusion, c'est pouvoir inscrire au programme du futur nouveau parti certains éléments du programme adéquiste et obtenir la garantie de quelques sièges à un éventuel conseil des ministres dirigé par François Legault.

On peut conclure à l'échec de l'Action démocratique comme parti, ce qui est moins vrai, en revanche, du projet politique que porte ce parti. En intégrant la Coalition, il pourra de fait exercer une véritable influence et réussir à mettre en œuvre certaines de ses politiques. Tout dépendra de la place que lui fera François Legault. L'ADQ viendra certes consolider sa position sur le plan électoral, mais à la limite, elle ne lui est pas indispensable. En lui donnant beaucoup de place, il poussera son futur parti à droite sur l'échiquier politique. L'étiquette adéquiste lui collera inévitablement à la peau. Peut-être ne devrait-il pas entreprendre cette négociation en prévision d'une fusion, mais chercher plutôt à intégrer les éléments positifs de l'ADQ. Ce serait plus prudent.

bdescoteaux@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

### AIE: ils se moquent de nous!

Jeudi 10 novembre, un article du *Devoir* annonçait que selon les prévisionnistes de l'Agence internationale de l'énergie, le prix du pétrole brut serait de 120 \$/baril en — tenez-vous bien — 2035! Le prix du brut américain est déjà de 98 \$ et celui du Brent de 113 \$ malgré que nous soyons en quasi récession. Juste avant la crise financière, en 2007, il a atteint 140 \$. En 2035, dans 24 ans, la plupart des sources conventionnelles seront épuisées. Dans les 24 dernières années, depuis 1987, il est passé de 20 \$ à environ 100 \$ et on essaie de nous faire croire que dans un autre 24 ans, le baril coûtera seulement 120 \$! Pour nous encourager à continuer à le gaspiller? Quelle farce sinistre! Je suis prêt à parier 10 \$ avec n'importe lequel de ces économistes que le prix du brut dépassera 200 \$ en 2035. J'ai 71 ans et peu de chances de vivre jusque-là, mais le montant pourra être partagé entre mes héritiers!

Bernard Terreault

Professeur retraité de l'INRS-ÉMT

Le 10 novembre 2011

### Qu'est-ce qu'on finance?

C'est immanquable. Chaque année, il y a une grève étudiante, et chaque année, la grève n'arrive pas à atteindre ses objectifs. Essentiellement, les étudiants ne veulent pas dépenser pour leurs études, ce qui, d'un point de vue idéologique, est tout à fait défendable. Cependant, ces mêmes étudiants possèdent souvent un cellulaire, un ordinateur portable, ils sortent régulièrement dans des bars branchés, ils sont abonnés au câble et ils ont peut-être même une voiture. En regardant tout cela, je me pose une question: qu'est-ce qu'on finance au juste? Le système d'éducation ou certaines dépenses superflues des étudiants?

Selon les données du gouvernement, un diplôme de 90 crédits coûtera 11 379 \$ en

droits de scolarité (3793 \$/an). Ceci représente un montant de 379,30 \$ par cours, ou encore 8,43 \$ par heure d'enseignement. Maintenant, je vous le demande, est-ce que 8,43 \$ de l'heure vous semble une somme excessive pour une formation qui va assurer votre future stabilité financière ainsi que votre sécurité d'emploi? Selon moi, non.

Le problème, ici, ce n'est pas que les études coûtent trop cher, c'est que ces dépenses ne sont pas planifiées et que les étudiants veulent garder le même rythme de vie que du temps où ils restaient chez leurs parents.

L'argument principal des étudiants est que l'augmentation des droits de scolarité va limiter l'accès aux études supérieures. Je ne suis pas d'accord. Si un étudiant se discipline, ne se lance pas dans toutes les dépenses mentionnées au premier paragraphe, qu'il travaille à temps partiel durant ses études (et à temps plein l'été) et qu'il a su économiser avant d'entrer à l'université, je crois sincèrement qu'il peut sortir de ces études sans dettes ou avec une dette très faible.

Au net, l'augmentation des droits de scolarité affecte peut-être le moment où une personne va pouvoir entrer à l'université, mais elle n'affectera certainement pas sa capacité à y accéder ou non.

Martin Lefebvre

Le 10 novembre 2011

### Une solution raisonnable aux droits universitaires

Le double objectif des étudiants est clair: d'une part, pouvoir étudier dans des conditions raisonnables, ce qui limite beaucoup le travail rémunéré; d'autre part, ne pas être écrasés de dettes à la sortie des études. Il convient de tenir compte cependant du double objectif du citoyen ordinaire: il souhaite que tous, même les plus démunis, puissent entreprendre les études universitaires dans ces conditions raisonnables, mais

trouve équitable qu'une fois qu'ils jouissent d'un salaire nettement au-dessus de la moyenne, ils remettent à la société ce qu'elle a investi pour leur procurer cette situation enviable.

Je propose la solution suivante: par entente avec les banques, celles-ci prêtent à intérêt avantageux à l'étudiant le coût de ses droits annuels sur preuve d'acceptation à un cours universitaire. Ces droits sont aussitôt refilés au gouvernement. Une fois nanti d'un salaire intéressant, l'étudiant remboursera selon un pourcentage de son salaire brut (4 %? un peu plus, un peu moins? c'est à préciser). L'étudiant ne trouvant pas d'emploi, ou un emploi peu rémunéré, ne paie rien. L'avantage de cette formule, c'est qu'elle satisfait les quatre objectifs mentionnés plus haut. La dette étudiante ne devient sa responsabilité que dans la mesure d'un salaire qui lui permet le remboursement sans hypothéquer l'essentiel.

Michel Frankland

Montréal, le 11 novembre 2011

### Je me souviens

Dans un article paru le 5 novembre dans le cahier Culture du *Devoir*, Mme Odile Tremblay avait bien raison de s'indigner de l'érosion du patrimoine québécois. J'ai acheté voilà bientôt 40 ans une maison patrimoniale sur la Côte-de-Beaupré. À chaque jour qui passe, je ne cesse de m'émerveiller de l'ingéniosité, du courage et de la créativité de ceux qui ont habité cette maison depuis 350 ans. Je conserve jalousement le patrimoine accumulé au fil des ans. Il m'enseigne que le niveau de vie qui est le nôtre aujourd'hui, nous ne le devons à personne d'autre qu'à ces centaines de milliers d'hommes et de femmes qui nous ont précédés. Quelle fierté! Si seulement les Québécois se réveillaient et utilisaient ce socle pour se donner un pays!

Charles Gagné

Côte-de-Beaupré, le 7 novembre 2011

REVUE DE PRESSE

## Un choc de visions économiques

Manon Cornéliier

Il n'y en avait que pour l'économie ou presque cette semaine après la publication de la mise à jour économique et financière du ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, et le discours prononcé le jour suivant, à Toronto, par le chef par intérim du Parti libéral, Bob Rae.

L'énoncé du ministre Flaherty n'a ébloui personne et la hausse, même réduite, des cotisations à l'assurance-emploi est largement dénoncée.

Ironique, Thomas Walkom, du *Toronto Star*, se réjouit quand même. Il semble, dit-il, que les conservateurs soient capables d'apprendre de leurs erreurs. Au lieu de nier l'état précaire de l'économie, comme en 2008, le ministre reconnaît les faits, reporte l'atteinte de l'équilibre budgétaire et annonce quelques répit pour les employeurs. Une «pitance» cependant, surtout si les choses déraillent. «Mais l'important est qu'ils ont fait quelque chose», dit Walkom. Le ministre veut toujours sabrer les dépenses, ce qui pourrait nuire à l'économie, mais dit du même souffle que, si les choses s'enveniment, le gouvernement pourrait aider davantage. «Dans un pays condamné à vivre sous ce gouvernement majoritaire conservateur, cela passe pour une bonne nouvelle. C'est mieux en tout cas qu'un coup de pied dans les dents», conclut le chroniqueur.

L'équipe éditoriale de *Globe and Mail* aurait aimé que le ministre soit davantage «candidé»

sur la situation économique au Canada et parle des politiques à changer pour l'améliorer. En matière de cotisations à l'assurance-emploi, il déplore que le gouvernement n'ait pas annulé complètement la hausse prévue. «Toute hausse des cotisations est indésirable parce que régressive.» Selon le *Globe*, une réforme en profondeur du système de l'assurance-emploi serait de mise. Un point de vue que partage l'*Ottawa Citizen*. Même réduite, la hausse fera en sorte que le gouvernement «prendra de l'argent dans les poches des travailleurs et des entreprises au moment même où l'économie canadienne semble se diriger vers des temps difficiles». Le quotidien conclut: «Ce dont le Canada a besoin, ce ne sont pas des cotisations plus élevées, mais un examen en profondeur des objectifs du programme.»

Le *Toronto Star* affiche sa déception devant l'absence de mesures pour favoriser l'emploi et, comme les autres quotidiens, il déplore la hausse des cotisations à l'assurance-emploi. «Les conservateurs misent clairement sur un ralentissement peu marqué et de courte durée. Ils font donc le strict minimum dans l'espoir que cela apparaisse, dans quelques années, comme la marque d'une gestion prudente. Mais si le Canada glisse vers une récession, ils auront manqué une occasion de faire preuve d'audace quand cela aurait compté.»

Rae parle économie

Le lendemain du discours de M. Flaherty,

M. Rae faisait le sien devant l'Economic Club de Toronto. Il a reçu son plus gros compliment, si on peut l'appeler ainsi, d'un chroniqueur du très conservateur *National Post*. Matt Gurney soutient que Stephen Harper devrait écouter ce que Bob Rae, cet ex-premier ministre néodémocrate de l'Ontario, a à dire sur la fiscalité. Gurney relève les faiblesses du discours du chef libéral, mais a surtout retenu que ce dernier invitait le gouvernement à faire le ménage dans son système fiscal pour mettre fin à tous ces crédits destinés à des segments bien précis de l'électorat, ce que les anglophones appellent «boutique tax credits». «Les conservateurs ont pris l'habitude de les offrir à la veille des élections, ciblant chaque petite cause avec de très petits crédits dans l'espoir de glaner le moindre vote.» Ces crédits sont cependant une mauvaise politique, comme le souligne Bob Rae, car les Canadiens qui en auraient le plus besoin n'y ont pas accès, écrit Gurney. Ils sont inefficaces et rendent les lois fiscales toujours plus compliquées à administrer. «Cela égratigne peut-être l'ego des conservateurs de se faire faire la leçon sur les mérites d'une loi fiscale efficace par le chef du Parti libéral, mais Rae a visé juste.»

Le discours de M. Rae ne s'est toutefois pas attiré que des éloges. Vague, riche en énoncés de principe et en clichés, pauvre en détails, de dire Bob Hepburn, du *Toronto Star*. Il y a vu un «itinéraire vers nulle part» plutôt que vers le pouvoir.

«Ce discours aurait pu être lu, et peut-être l'a été, par n'importe quel chef libéral des 20 dernières années, à quelques changements près», selon Chris Selley, du *National Post*, qui pense pour sa part que le discours de M. Rae n'était pas dépourvu de substance. Le chef libéral a au moins cerné plusieurs des problèmes et défis les plus criants auxquels est confronté le Canada. Les solutions étaient minces, convient Selley, mais certains énoncés étaient à propos, comme celui sur la nécessité de restaurer la confiance perdue, celle si nécessaire au commerce, à la vie en société, à la politique.

L'*Ottawa Citizen*, en revanche, trouve que Bob Rae s'acquitte très bien de sa tâche de chef intérimaire. Il éclipe la chef du Nouveau Parti démocratique, Nycole Turmel, aux Communes et a commencé à préciser la vision de son parti avec, entre autres, ce discours de mercredi sur l'économie. Le Parti libéral traîne quelques boulets, rappelle le *Citizen*, et il a encore beaucoup à faire avant de penser reprendre le pouvoir, mais le chemin parcouru depuis six mois dépasse les attentes, et le crédit en revient largement à Rae. Selon le quotidien, il a montré qu'il avait ce qu'il fallait pour diriger le parti et, même s'il s'est engagé à ne pas solliciter la direction permanente du PLC, il semble, aux yeux du *Citizen*, «être le choix évident pour occuper le poste de conducteur».

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

Inédit de Gil Courtemanche

## L'odyssée de Youssef

GIL COURTEMANCHE

Journaliste et écrivain

Nous publions un extrait d'un texte inédit que l'écrivain a fait parvenir aux éditions du Boréal la veille de son décès, en août dernier. L'intégralité de ce texte paraîtra dans Le camp des justes, un recueil composé, outre cet inédit, d'une sélection des chroniques de Gil Courtemanche parues dans Le Devoir. À paraître le 15 novembre.

S

elon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies, le nombre de réfugiés a augmenté de 15 % en 2006. Ils sont 1,5 million d'Irak à avoir pris les chemins qui mènent à la Jordanie et à la Syrie, plusieurs centaines de milliers à avoir quitté le Darfour pour le Tchad ou la République centrafricaine. Et il y a ceux qu'on ne nomme pas, qu'on voit parfois à la télévision, qui quittent les côtes du Sénégal pour les îles Canaries, qui s'embarquent sur des esquifs, des canots pneumatiques et qui tentent de traverser du Maroc ou de la Libye vers l'Espagne. Leurs cadavres tordus s'étendent parfois sur des plages paisibles ou se fracassent sur des rochers pointus. Du Pakistan sont revenus heureux et pleins d'espoir des centaines de milliers d'Afghans, attirés par les promesses de paix depuis la chute des talibans. Des Kurdes de la Turquie ne choisissent pas le Kurdistan irakien, pourtant pratiquement autonome, pays relativement pacifique dans le pays irakien. Ils ne sont pas attirés par Mossoul. Ils traversent le Bosphore et tentent de se glisser dans la foule anonyme européenne.

Ils viennent de partout et nul n'est terroriste. Du Mali et du Tchad, de la Turquie, du Myanmar, du Pakistan, du Sri Lanka. Ils arpentent la planète à la recherche de filières secrètes qui leur ouvriront, non pas les portes du bonheur, mais celles de la dignité. On les retrouve en Albanie tentant de traverser vers l'Italie. Ils vivent dans la clandestinité en Espagne, en Serbie, en Allemagne. Les plus chanceux, c'est-à-dire les plus riches et les mieux instruits, font la ligne devant les ambassades canadiennes ou américaines de ces pays. Ils accumulent des points devant des fonctionnaires impassibles et attendent plusieurs mois ou des années pour apprendre leur libération ou leur emprisonnement. Puisqu'ils ont quelques moyens, ils ne meurent pas dans leur prison, mais ils y souffrent et y pleurent. Ils ne sont pas heureux. Le bonheur n'est pas inscrit dans la Charte des droits de l'homme, l'humain a le droit au logement, à l'alimentation, à l'éducation. Il est protégé contre toutes les formes de discrimination, comme les enfants sont interdits d'exploitation, mais lorsque l'humain cherche un lieu où il peut vivre de ces droits, il doit franchir des frontières impénétrables. L'homme pauvre du Sud qui veut être libre et atteindre le bonheur qu'il imagine est condamné à la clandestinité et à la criminalité. C'est un triste paradoxe. [...]

◆ ◆ ◆

Youssef, qui vit dans un village à cent kilomètres de Niamey, a vu depuis tout petit le sable avancer. Il adore le sable et s'y roule après s'être aspergé d'eau pour montrer comment son corps brun devient doré. Il faisait cela quand il était petit et rieur. Maintenant, il regarde le sable avancer au point qu'il atteint maintenant son lit au fond de la case qu'il habite avec ses sept frères et sœurs, sa grand-mère et ses deux parents. Les vaches maigrissent, et le prix qu'on peut en tirer au marché ne vaut même plus la peine de les y amener. Le puits du village est sec. Il faut marcher six kilomètres pour aller quérir de l'eau. Les aînés se demandent s'il ne faut pas déménager. Plus rien ne pousse, les pâturages sont trop éloignés.

Youssef, qui est un garçon fier et fort, bâti comme un arbre qui résiste aux tempêtes, s'obstine à piocher et à arroser un petit lopin de terre qui lui donne parfois quelques oignons et des haricots minuscules. Youssef a fréquenté l'école primaire d'un village voisin qui a fermé faute d'élèves. La sécheresse a convoqué tous les enfants aux champs. De tout le village, il est le seul à savoir lire et surtout à s'exprimer correctement en français. C'est lui que les aînés ont choisi pour sauver le village. Ça n'a pas été facile, car il est le plus vaillant et aussi le plus généreux. Ce n'est pas sous un baobab que les vieux sages ont palabré, car le grand arbre du village est devenu rachitique et ne fournit plus l'ombre indispensable à de longues discussions. Ils l'ont fait dans une grande case fumante. Ça n'a pas été facile de recueillir les mille euros, mais avec les villages environnants et quelques cousins éloignés qui gagnaient un peu leur vie à Niamey, ils y sont parvenus.

Youssef, en allant travailler en Europe, sauvera le village. Une forme d'invasion économique pour cause de survie locale. Youssef ne part pas pour devenir riche, pour nous dérober nos emplois. Youssef entre dans le monde de la clandestinité et de la criminalité pour que



ANTONY NJUGUNA REUTERS

Un peu partout au Sahel, le désert avance.

son village ne meure pas. Là-bas en Europe, il gagnera beaucoup d'argent qu'il fera parvenir chez lui. Ils sont si peu nombreux, ceux qu'on appelle les réfugiés économiques, à vouloir s'acheter une auto, posséder un pavillon ou un appartement, des vêtements qui ne sont pas d'occasion, à partir seulement pour conquérir le bonheur de la consommation. On choisit rarement l'exil et le risque de la mort pour des breloques et la pacotille de la civilisation de consommation.

On lui a fait une fête avec le peu qu'on avait, mais il s'est dit qu'on avait mis beaucoup dans les écuilles. Un cousin de Niamey lui a apporté un veston et un pantalon des années 1980, comme on en trouve dans les marchés africains, qui sont les dépotiers de nos modes successives. Il les a mis dans un sac Nike des années 1990, avec quelques effets personnels, la brosse à dents, un stylo, une photo de la famille, un cahier et des enveloppes pour écrire des lettres, quelques paires de chaussettes et un savon.

Au Bar des sportifs, ils sont une dizaine à vouloir tenter l'aventure. Certains l'ont déjà fait plusieurs fois. Youssef les a interrogés longuement, des heures et des heures. Il a pris des notes, réfléchi sur les chemins et les moyens. Il a rapidement éliminé le chemin du Sénégal et des esquifs qui mènent aux Canaries. Il n'a jamais vu la mer. Il ne sait pas nager, il n'aime pas l'eau et il lui semble d'après la télé que c'est la route la plus meurtrière. Il a vu un reportage à TV5 sur les jeunes Marocains qui tentent de s'accrocher aux essieux des camions qui partent de La Ciotat sur les traversiers en direction de l'Espagne. Il ne se voit pas courir comme un ado après un camion pendant que des policiers marocains courent pour les rejoindre et que tous ou presque sont repris. Après avoir beaucoup parlé, discuté, évalué, Youssef choisit de se rendre en Libye et de tenter la courte traversée de Tripoli jusqu'aux îles italiennes de Lipari. Dans les reportages, les Italiens semblent gentils et accueillants. Ce n'est pas une route facile, selon les cartes.

Arrêt sur image de Youssef qui marche dans une tempête de sable et qui a dû donner cinquante euros à un chamelier qui prétend se diriger vers la Libye. Sur les plages de Miami et de Fort Lauderdale, la population, les députés, les téléaccueillis glorieusement de petits bateaux qui s'échouent et qui dégorge de Cubains triomphants. Ils étaient tous plus riches que Youssef, mais ils choisissent la liberté contre le mal castriste, ce sont des héros à qui on tend des couvertures, des victuailles. On les conduit dans des camps bien équipés, on les nourrit, on les soigne même s'ils sont en bonne santé, car le système de santé cubain est bien plus efficace que le système américain. Réfugiés de la liberté.

Arrêt sur image encore. Les mêmes petits bateaux, les mêmes garde-côtes, mais ce sont des Haïtiens qui débarquent ou dont on découvre les cadavres qui roulent sur les plages policées de Key West. Personne pour les accueillir sinon des policiers et des prisons. Les Cubains incarnent la liberté, les Haïtiens an-

noncent la criminalité. Dans l'échelle de réfugiés, il faut aussi venir de la bonne dictature, celle que le pays d'accueil veut détruire. Les Cubains vivent en dictature, mais ils ont accès à l'école, à l'hôpital. Les Haïtiens et les Mexicains ne connaissent même pas l'aspirine gratuite, mais quand ils se présentent aux portes du paradis de la liberté, on les enferme et les retourne chez eux.

C'est comme Youssef, qui ne vient pas de la Somalie ou qui ne se bat pas pour Salman Rushdie au Pakistan, qui ne connaît de l'islam que les cinq prières et qui a depuis longtemps oublié la polygamie, car pour avoir plusieurs femmes, il faut assurer leur subsistance. La polygamie meurt avec la désertification. Youssef, avant même d'entreprendre son voyage de sauveur, est un homme traqué. Comme des milliers de ses semblables, il brille comme un petit point sur l'écran radar des grandes agences de sécurité. On l'attend de pied ferme, on tend des pièges tout comme s'il était un terroriste ou un passeur de drogue. Au large du Sénégal, une armada de navires de guerre français et espagnols patrouille pour intercepter les pirogues et les barques chargées de Youssef qui veulent atteindre les Canaries, territoire espagnol. On appelle cela une frontière avancée, une sorte de frontière préventive. En Méditerranée, ce sont des vedettes rapides espagnoles ou italiennes qui tentent sans succès d'empêcher Tchadiens, Nigériens, Sénégalais, Albanais d'aborder les côtes de la terre promise. Si on veut à tout prix empêcher ces petits poissons maigres de venir frayer dans nos eaux, c'est bien pour une raison. Ils menacent l'équilibre écologique de nos eaux riches. Ce sont des espèces parasites étrangères, des prédateurs voraces et sans scrupules qui risquent de détruire la stabilité et la pureté du milieu comme ces moules tigrées qui ont emprunté des carlingues de navires asiatiques pour venir peupler les Grands Lacs et obstruer les prises d'eau des municipalités riveraines. Ce sont des corps étrangers, des virus.

Nous ne le disons pas souvent ainsi, mais certains le font, comme Le Pen, Berlusconi, Sarkozy, Bush, pas nécessairement toujours dans ces mots, mais toujours dans ce sens. Alors, en même temps que les pays riches parlent d'ouverture pour les denrées et les services, ils installent la fermeture pour les humains. La démarche européenne et celle des USA à cet égard ressemblent étrangement à toutes ces communautés de riches qui foisonnent aux États-Unis. Ce sont des enclaves ceinturées par des murs de protection, patrouillées par des milices privées lourdement armées, et on ne peut y résider que si sa candidature est acceptée par l'ensemble de la communauté. On ne fait pas de périphrases pour justifier l'existence de ces enclaves: l'homme qui a réussi n'a pas à vivre dans la crainte de tout perdre, de ne pas jouir de la vie, de ne pas vivre comme il l'entend. L'homme qui a réussi ne doit rien à personne. Sa réussite l'exclut du monde où règne la maladie, la misère et la violence. Il ne fait pas partie de cette humanité et il fait tout pour s'en protéger.

## Pourquoi ?



DENISE BOMBARDIER

Pourquoi a-t-on besoin de nos jours d'être informés en temps réel, de minute en minute, de ce qui flotte dans la tête des gens? Pourquoi devrait-on twitter et facebooker sans quoi, aux yeux des «modernes», on se rangerait dans la catégorie des gens périmés, surannés, voire obsolètes? Les pensées qui nous trottent dans la tête et qu'on s'empresse de transcrire en cent quarante caractères pour diffusion à la terre entière contribuent-elles à la réflexion sans laquelle aucune lumière ne risque de luire au fond du tunnel qu'est notre avenir à tous en ces temps d'exténuation collective?

Mais que font donc les membres des réseaux sociaux de leur vie en dehors de leurs hochets technologiques, consommateurs effrénés de temps? Dorment-ils, mangent-ils, aiment-ils, lisent-ils des livres, rendent-ils visite à leurs parents, ont-ils l'occasion de perdre leur temps dans un silence et une inaction sans lesquels ils ne sont plus en mesure d'être face à eux-mêmes? Que devient la condition humaine dans sa tragédie porteuse de sens à travers ces réseaux inextricables où la quête spirituelle semble évacuée?

Pourquoi devrait-on être exposé avec moult détails à toutes les dérives humaines, à toutes les monstruosité commises, à toutes les aberrations des fêlés de la planète, chaque heure du jour où que ce soit, à travers les continents? Pourquoi devrait-on savoir que des femmes troublées ou cinglées expédient des lettres d'amour au docteur Turcotte, l'assassin de ses deux petits enfants? Quel enseignement personnel peut-on retirer des actes des déviants sinon que l'horreur est intimement liée à la nature humaine et qu'à cet égard elle se terre en chacun de nous?

Pourquoi les cataclysmes universels que furent le communisme et le nazisme, responsables de la mort de centaines de millions de personnes, n'ont-ils pas purgé les idéologues de tout acabit qui ont succédé aux Staline et Hitler du XX<sup>e</sup> siècle et sévissent toujours malgré leurs paraphes au bas des déclarations des droits de l'homme?

Pourquoi les privilégiés que nous sommes en Occident avons-nous sans vergogne tendance à nous comparer aux damnés de la terre, victimes sacrificielles de notre inconscience et de notre sentiment de supériorité déguisé en rectitude politique? Notre indignation théâtralisée selon le modèle de la télé-réalité appartient davantage à la démocratie émotionnelle qu'à un véritable sens de la justice et de l'altruisme. Pourquoi notre agitation, expression d'un désarroi aussi sourd que douloureux, se présente-t-elle sous les oripeaux d'un combat pour le progrès alors qu'elle repose avant tout sur une vision nombriliste du monde?

Au Québec, nos aïeux ont bûché les forêts, labouré les terres, se sont usés en usine pour assurer à leurs descendants une vie meilleure et ont prié pour les voir sortir du «né pour un petit pain». Pourquoi alors avons-nous rompu les liens générationnels, les solidarités traditionnelles qui étaient les leurs et pratiquons-nous l'ingratitude, reniant les jours simples d'hier pour des ersatz de pacotille qui grisent sans laisser d'empreintes? Pourquoi nous déchirer entre nous avec une cruauté renouvelée qui nous porte à poignarder ceux que, hier, nous portions aux nues?

Pourquoi tant de détestation de nous-mêmes, tant de rancune, de blessures à vif que l'on révèle au regard des autres, tous ces autres qui débarquent, leurs bagages remplis de repères culturels dont ils ont vite la nostalgie devant le spectacle de nos luttes fratricides? Pourquoi s'intégreraient-ils à un peuple à la recherche d'une identité jamais accomplie et à la besace morale à peu près vide? Pourquoi adhèreraient-ils à une langue qu'ils constatent malmenée et qui les marginaliserait davantage? Pourquoi résisteraient-ils à l'anglais, ce passeport aux mille visas qui leur ouvre l'Amérique du nord au sud du 45<sup>e</sup> parallèle?

Pourquoi considérer que ceux qui nous dirigent ou espèrent le faire sont marqués au fer rouge de l'infamie, de l'incompétence, de la corruption ou de la fourberie sous couvert de prétention à la transparence? Pourquoi ce flirt permanent avec une forme de délinquance sociale à laquelle on attribue volontiers des vertus que l'on refuse de reconnaître aux serveurs publics, aux élus, à tous ceux qui consentent à travailler à l'intérieur des structures sociales façonnées depuis des décennies?

Pourquoi se méfier de ceux qui préfèrent l'action politique à la rue, qui manifestent du scepticisme devant les vendeurs de formules toutes faites, des charlatans de la pensée magique, des simplificateurs à outrance et des sauveurs en réserve de l'État? Pourquoi cette fascination pour l'homme providentiel (oubliée), la femme, dans cette élaboration psychopolitique) sinon par une référence encore et toujours à la culture religieuse qui nous a façonnés et dont nous nous croyons (quelle illusion!) libérés?

Pourquoi enfin cette méfiance pour le bonheur affiché, pour une gaieté communicative, pour l'enthousiasme devant le défi? Pourquoi faudrait-il pratiquer la dérision instantanée, rire de tout à tout prix alors que s'est abattue sur nous une tristesse qui s'apparente au fond à la peur d'être heureux malgré l'adversité?

denbombardier@videotron.ca

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Desjardins (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Blouin Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé) ; Information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters) ; Information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; Information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre) ; Information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (commis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; Karl Retino-Parazelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction) ; DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bherer (Ottawa), Dave Noël (Québec) ; PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer (reporters) ; Jean de Billy, Jennifer (reporters) ; PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

# SCIENCES

## La musique rend-elle sourd?

Les sons affectent l'audition selon leur intensité et la durée d'exposition

Les sons musicaux, aussi harmonieux soient-ils, peuvent endommager irrémédiablement notre audition si on les écoute trop longtemps à des intensités élevées. Les musiciens professionnels et amateurs en savent quelque chose, eux qui baignent dans un environnement sonore des journées entières. Souvent victimes d'acouphènes ou autres anomalies auditives, ils conservent néanmoins, avec l'âge, une meilleure aptitude à suivre des conversations dans un environnement bruyant que les non-musiciens, qui perdent cette faculté à mesure qu'ils vieillissent.

PAULINE GRAVEL

**C**omme la vue, l'ouïe perd aussi de son acuité à partir d'un certain âge. Dans la quarantaine, la presbytie fait son apparition, nous obligeant à porter des lunettes pour lire. Dans la cinquantaine, on commence à devenir dur de la feuille dans des situations bruyantes. Bien sûr, l'ampleur de ce déclin de la perception auditive varie d'une personne à l'autre, car le bagage génétique d'un individu influe sur sa vulnérabilité aux méfaits du bruit.

La perception des sons aigus (de hautes fréquences) est celle qui est affectée en premier. La perte auditive se fait très lentement au début, mais s'accélère à partir de l'âge de 60 ans.

«Nous perdons d'abord les sons plus sifflants, tels que les "s" et les "f". On arrive toutefois à compenser s'il n'y a que ces lettres-là qui sont absentes. Mais à mesure que nous vieillissons, nous perdons des sons de plus en plus graves et il devient de plus en plus difficile de compenser lorsqu'il y a un peu de bruit dans l'environnement. Les gens peuvent très bien poursuivre une conversation dans un endroit silencieux, mais si elles se retrouvent dans un restaurant, elles ne parviendront plus à suivre une conversation à trois ou quatre», explique Tony Leroux, professeur d'audiologie à l'École d'orthophonie et d'audiologie de l'Université de Montréal.

«Si vous parlez à quelqu'un alors que vous êtes dans un café bruyant où se font entendre une mu-

«L'habileté à comprendre le discours d'un interlocuteur dans un environnement bruyant se dégrade beaucoup moins vite chez les musiciens que chez les non-musiciens»

sique de fond et de nombreuses personnes qui discutent, votre cerveau doit séparer le son de la voix de votre interlocuteur de la musique ambiante et des voix des autres personnes présentes. Pour ce faire, il extrait d'importantes caractéristiques du son telles que des informations sur le rythme et les fréquences», enchaîne Benjamin Zendel, qui effectue un stage postdoctoral au Laboratoire international de recherche sur le cerveau, la musique et le son (BRAMS) affilié aux universités de Montréal et McGill.

«Or, nous avons observé que cette habileté à comprendre le discours d'un interlocuteur dans un environnement bruyant se dégrade beaucoup moins vite chez les musiciens que chez les non-musiciens. Par exemple, un musicien de 70 ans arrivait à suivre une conversation dans un environnement bruyant aussi bien qu'un non-musicien âgé de 50 ans.»

Benjamin Zendel a récemment publié un article dans la revue *Psychology and Aging*, dans lequel il démontre que la pratique d'un instrument de musique durant toute sa vie atténue le déclin de la perception auditive. Avec son directeur de thèse, Claude Alain, du Rotman Research Institute du Baycrest Centre à Toronto, il a mesuré divers aspects de la perception auditive de 74 musiciens et 89 non-musiciens âgés de 18 à 91 ans. Les deux chercheurs ont d'abord constaté que les premiers présentaient avec l'âge la même baisse de perception des sons de hautes fréquences que les autres.

Une observation qui témoignait d'une détérioration comparable des structures de l'oreille interne, portion périphérique du système auditif. «Les cils des cellules ciliées de l'oreille interne, qui vibrent sous l'impact des ondes sonores, sont endommagés par l'exposition au bruit et meurent à mesure que nous vieillissons», précise Zendel. Les chercheurs ont ensuite mesuré l'aptitude à détecter les brefs silences que l'on peut entendre dans certains sons.

Curieusement, les musiciens âgés avaient conservé une meilleure habileté que les non-musiciens du même âge à «détecter ces tout petits silences qui sont importants pour distinguer différents phonèmes du langage, comme "ata" et "ala", qui se caractérisent par de petites différences dans le rythme d'attaque», explique Zendel.

Les musiciens réussissaient mieux également à déceler les sons comportant un harmonique discordant. Les sons répartissent leur énergie acoustique dans plusieurs bandes de fréquences appelées harmoniques. Les sons musicaux possèdent une fréquence fondamentale qui correspond à sa hauteur, ainsi que de nombreux harmoniques dont les fréquences sont des multiples de la fréquence fondamentale.

Ainsi, le la 3 du piano possède une fréquence fondamentale de 440 hertz, tandis que celles de ses harmoniques sont de 880 Hz



L'Orchestre symphonique de Montréal.

1320 Hz, 1760 Hz, 2200 Hz, 2640 Hz, 3080 Hz.

La distribution de l'énergie acoustique à ces différentes fréquences contribue à créer le timbre particulier de l'instrument. «Cette meilleure aptitude que possèdent les musiciens âgés à discerner les harmoniques discordants est très importante pour séparer des sons qui sont émis simultanément et qui se recoupent. Dans la situation où deux personnes parlent en même temps, elle permet de distinguer plus facilement la voix de l'une des deux», explique le scientifique.

«Le cerveau utilise ces différences très subtiles dans les sons émis pour s'aider à comprendre les propos d'une conversation. Or les musiciens, peu importe l'instrument qu'ils jouent, traitent constamment ces fins détails sonores dans la pratique de leur art. Leur système auditif central, au niveau du cerveau, devient donc meilleur dans le traitement de ce genre d'informations. Et c'est ce qui explique pourquoi les musiciens âgés parviennent beaucoup mieux que les non-musiciens du même âge à suivre une conversation dans le bruit, comme nous l'avons observé dans notre expérience», ajoute Zendel.

Il a également remarqué que plus les musiciens pratiquent souvent de leur instrument, plus leur seuil de détection d'un harmonique désaccordé est bas et mieux ils réussissent à com-

L'oreille acquiert une surdité temporaire dans les deux premières heures d'exposition à un niveau sonore élevé. Pour retrouver son acuité auditive, il lui faudra un repos sonore deux fois plus long.

prendre précisément une conversation dans un environnement bruyant.

L'évaluation du risque que représente un son ou une musique dépend à la fois de son intensité et de la durée d'exposition, deux facteurs intimement liés, rappelle Tony Leroux. Ainsi, les 75 décibels générés par un aspirateur, par exemple, peuvent s'avérer nocifs si on y est exposé plus de huit heures d'affilée.

En d'autres termes, «si on s'expose quotidiennement, pendant de nombreuses années, à des conditions supérieures à cette limite dite sécuritaire, notre audition risque de subir des dommages irréversibles», souligne le chercheur, avant de préciser que, lorsqu'on double l'intensité du son, la durée d'exposition doit être réduite de moitié pour demeurer dans la limite sécuritaire.

Ainsi, il ne faut pas s'exposer pendant plus de quatre heures à une intensité de 78 dB, sachant que l'ajout de 3 dB double l'intensité sonore — en raison de l'échelle logarithmique. On ne doit pas dépasser deux heures à 81 dB... 15 minutes à 90 dB, et ainsi de suite. «Plus on augmente l'intensité, plus la durée doit diminuer. Au-delà d'un certain niveau, une exposition de quelques secondes sera suffisante pour engendrer une surdité», poursuit-il.

«Un pneu qui éclate pendant que le garagiste l'installe peut créer une surdité instantanée et irréversible. Un concert rock peut facilement atteindre 105 ou 110 dB, ce qui veut dire qu'une exposition de moins d'une minute est dangereuse. Et compte tenu du fait qu'un concert rock dure au moins une heure, il y a des spectateurs qui souffriront d'une perte d'audition permanente à la suite d'une représentation.

«Il n'est pas rare qu'arrivent dans nos cabinets de consultation des adolescents qui ont assisté à un

spectacle rock en étant placés tout juste devant les gigantesques haut-parleurs et qui, après cette seule soirée, ont subi une perte d'audition qui n'est pas totale mais qui s'accompagne d'acouphènes [sifflements et bourdonnements] permanents.»

Le bruit déclenche à l'intérieur de l'oreille des réactions d'oxydation qui se poursuivent pendant plusieurs heures après l'exposition et qui induisent l'accumulation de substances oxydantes abîmant les structures de l'oreille interne, explique Tony Leroux. «Heureusement, notre corps produit des antioxydants naturels qui neutralisent les composés oxydants. Mais quand on s'expose très longtemps au bruit, nos capacités naturelles finissent par s'épuiser. Adopter une saine alimentation et faire de l'exercice régulièrement semblent toutefois aider à maintenir nos fonctions auditives, car cela contribue à garder nos systèmes antioxydants en bonne forme.»

Les cils des cellules ciliées

Généralement, l'oreille acquiert une surdité temporaire au cours des deux premières heures d'exposition à un niveau sonore élevé. Et pour retrouver son acuité auditive antérieure, il faudra se réserver un temps de repos sonore — dans un environnement relativement silencieux — deux fois plus long que la durée d'exposition, car il faut beaucoup de temps pour éliminer les oxydants, souligne M. Leroux. Les périodes de repos sonore sont également importantes pour permettre la régénération des filaments qui relient entre eux les cils des cellules ciliées de l'oreille interne.

Ces cils permettent de transformer les ondes sonores en énergie électrique, qui sera assimilable par le nerf auditif, explique le chercheur. Ils sont reliés entre eux par de petits filaments qui peuvent être brisés par une exposition au bruit.

L'organisation ciliaire devient alors désordonnée et transmet moins bien l'énergie mécanique des sons, ce qui se traduit par une surdité temporaire. Ces filaments ont toutefois la capacité de se régénérer en quelques heures pendant les périodes de repos. «Si on se réexpose à du bruit sans avoir laissé le temps à notre système auditif de se régénérer et de revenir à son état initial, on augmente toutefois le risque d'acquies une surdité permanente», précise-t-il.

Branché au iPod ou au MP3

Constamment branchés sur leur iPod ou leur MP3, les jeunes risquent-ils d'endommager leur audition? «Actuellement, nous n'avons pas de preuve que cette activité induit une surdité marquée chez les jeunes», affirme Tony Leroux, qui a mené une enquête auprès d'adolescents québécois utilisant souvent ces appareils.

Il pense toutefois qu'un biais expérimental a pu fausser les résultats de l'enquête: «Lorsque les jeunes connaissent le but de notre étude, ils avaient tendance à sous-déclarer les durées d'utilisation de leur lecteur numérique. Et quand nous avons mesuré les niveaux auxquels ils écoutaient leur musique, nous avons observé qu'ils étaient très élevés, au point de présenter des risques à long terme pour l'audition quand on combine le niveau et la durée d'utilisation.»

Musiciens d'orchestre

Selon les audiologistes interrogés par *Le Devoir*, les musiciens sont plus souvent victimes d'anomalies auditives que la population en général, en raison de leur exposition prolongée et fréquente à des

niveaux sonores assez élevés, notamment «lors de la pratique de leur instrument, à l'occasion des plus nombreux concerts auxquels ils assistent et quand ils écoutent leur iPod ou leur MP3 à un volume assez élevé alors qu'ils voyagent dans les transports en commun», précise l'audiologiste Sylvie Auger, chargée de cours à l'École d'orthophonie et d'audiologie de l'Université de Montréal. «De plus, les musiciens professionnels ont moins l'occasion de récupérer. Le repos auditif est moins fréquent et moins long, ce qui augmente le risque de dommages au niveau des cellules sensorielles de l'oreille interne.»

Selon Sylvie Hébert, professeure à la même école, environ 30 % des musiciens d'un orchestre symphonique souffriraient de diverses anomalies auditives: perte auditive dans les très hautes fréquences, hyperacousie, acouphènes ou diplacousie.

Les personnes souffrant d'hyperacousie se plaignent que les sons d'intensité normale deviennent intolérablement forts en raison d'une hypersensibilité aux sons.

Les acouphènes se manifestent sous la forme de sifflements ou de grondements dans les oreilles en raison d'une fatigue auditive ou d'une perte auditive permanente dans les hautes fréquences. «On pense que l'acouphène et l'hyperacousie sont deux phénomènes de compensation. On explique l'hyperacousie par le fait que le système auditif supérieur [les noyaux des neurones] compense la perte sensorielle périphérique par l'amplification du son», précise Sylvie Hébert.

Les personnes atteintes de diplacousie entendent un même son différemment dans les deux oreilles, soit avec une tonalité ou une qualité sonore différentes. Il s'agit d'un problème rapporté principalement par les musiciens. Même s'il est quelquefois transitoire, il est très dérangeant pour les musiciens.

Prévenir les problèmes

Comment les musiciens peuvent-ils prévenir ces problèmes? L'audiologiste Sylvie Auger, qui a fondé la clinique des musiciens, insiste sur l'importance d'entrecouper les pratiques de périodes de repos auditif afin de permettre à l'oreille de récupérer.

Tony Leroux recommande d'utiliser, lors des pratiques individuelles, des sourdines qui réduisent le niveau sonore de l'instrument sans altérer la qualité du jeu, ou de porter des protecteurs auditifs spécifiquement conçus pour les musiciens et qui transmettent fidèlement le spectre fréquentiel des sons musicaux. Les deux audiologistes suggèrent aussi de réaménager les salles de répétition et de concert.

On peut par exemple surélever les joueurs de cuivres et percussions par rapport aux autres musiciens, afin que le son très agressif des trompettes et des cymbales passe au-dessus de la tête des autres musiciens sans pour autant réduire le volume de l'orchestre pour le chef.

Par de simples modifications de la répartition des instruments, on pourra ainsi réduire l'exposition au bruit pour les musiciens.

«Les jeunes musiciens, toutefois, ne sont pas vraiment conscients des dangers qui menacent leur audition», souligne Sylvie Auger. Elle cite l'exemple d'un de ses patients, un jeune batteur de 17 ans, qui présente déjà des pertes auditives dans la zone des très hautes fréquences. «Nous devons les sensibiliser à ce problème dès l'école primaire en concentration musicale afin qu'ils développent dès lors de bonnes habitudes.»